RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DES VOSGES — CIRCONSCRIPTION D'EPINAL



ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

ELECTRICES, ELECTEURS,

Mes Amis,

Je ne m'adresse pas seulement aux 26.000 électeurs qui en Mars 1967 accordaient leur confiance à un candidat jeune, qui, animé par un idéal tout entier au service de l'homme, tenait un langage ferme et sans aucune flatterie.

Je m'adresse aussi à tous les autres, en leur demandant pour quelques minutes de m'accorder leur attention afin qu'ils s'interrogent sur les quelques réflexions que je me permets à nouveau de leur présenter.

RELISEZ CE QUE J'ECRIVAIS ! RAPPELEZ-VOUS CE QUE JE DÉNONÇAIS

Il y a quinze mois, on vous demandait de voter pour le parti d'un homme, de vous rassembler autour de cet homme comme si le fait d'avoir rendu dans le passé d'incontestables services à notre Pays devait en faire, pour tout et pour toujours, l'unique détenteur de la vérité !

15 mois après, le régime et le Pays ont risqué de sombrer !

Je sais bien : on va vous dire que tout ce qui arrive est la "faute du parti communiste". Or, nous savons que les Communistes d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'il y a 50 ans, ni à MOSCOU, ni à BUCAREST, où le Président de la République va se faire applaudir, ni chez nous, où il en fait un épouvantail politique. Et nous savons surtout que les Communistes sont trop souvent des citoyens à juste titre mécontents de leur sort présent et inquiets de leur avenir.

Or, depuis dix ans on nous a dit et redit que des réformes profondes et l'amélioration du niveau de vie enlèveraient aux Communistes l'essentiel de leur emprise.

A-t-on choisi cette voie ? Nous attendons ces fameuses réformes et nous rejetons cette théorie trop commode du Communisme responsable de tous nos malheurs ; c'est ailleurs qu'il nous faut chercher la véritable raison de la dégradation de notre situation.

PENDANT DIX ANS d'exercice d'un pouvoir pratiquement sans contrôle, le régime n'a pas eu d'authentiques représentants du peuple, connaissant bien ses besoins et ses aspirations.

PENDANT DIX ANS, il y a eu un écran entre le régime et la nation.

PENDANT DIX ANS, les Députés de la majorité, pour plaire à leur chef, ont travesti la vérité.

PENDANT DIX ANS, le Pouvoir a repoussé tout dialogue (rappelez-vous la réunion de M. POMPIDOU à EPINAL).

PENDANT DIX ANS, le Pouvoir a négligé de penser à ces 300.000 jeunes gens âgés de 16 à 25 ans, pour lesquels il n'y a pas de place sur le marché de l'emploi.

PENDANT DIX ANS, le Pouvoir a repoussé toute forme de participation effective des représentants du peuple, des organisations syndicales, ouvrières et paysannes pour la solution des problèmes.

PENDANT DIX ANS, le Pouvoir s'est bouché les oreilles, la majorité s'est dérobée à son devoir, mais on a pratiqué une politique mondiale de prestige. On a englouti des fortunes dans une politique militaire hors de proportion avec nos ressources.

On a oublié les Français !

Et ce n'est finalement qu'en présence de l'immense colère des étudiants et des travailleurs que le Pouvoir, reconnaissant ses erreurs, consentait en quelques jours des concessions partielles mais sans prendre aucune des mesures indispensables pour éviter l'inflation, **c'est-à-dire qu'il compte bien, s'il reste en place, reprendre en quelque semaines par l'augmentation du coût de la vie, les améliorations de salaires qui lui ont été arrachées.**



Voila les raisons fondamentales de la vague de fond qui a déferlé sur notre Pays.

Or, si la leçon n'est pas entendue, les mêmes causes vont produire les mêmes effets.

Croyez-vous honnêtement que le discours du Chef de l'Etat ait résolu les problèmes ? on vous demande une fois encore de "bien voter" c'est-à-dire qu'on vous demande ce qui vous a été demandé depuis dix ans ! Et l'on vous laisse espérer des changements de structures tout en avouant qu'il faudrait encore attendre dix ans avant d'en ressentir les hypothétiques effets.

Ce n'est pas sérieux : c'est dès maintenant qu'il faut s'attaquer à des réformes profondes si l'on veut éviter le retour à l'affrontement, à l'insécurité et à la peur.

La Société nouvelle, nous ne la ferons que par une "Révolution", c'est-à-dire **par ces changements dans les structures sociales et économiques** que nos propositions de Mars 1967 ont déjà fait connaître et qui conservent toute leur actualité :

AINSI NOUS VOULONS:

— UN PLAN DEMOCRATIQUE, discuté de la base jusqu'au niveau national, et décidé par le Parlement pour la législature;
— LA NATIONALISATION DES INDUSTRIES DE L'ARMEMENT ET DE L'ESPACE, et le contrôle de celles qui vivent d'abord des crédits de l'Etat;
— UNE ECONOMIE DYNAMIQUE, appuyée par des finances saines, inséparables de la justice fiscale, ce qui exige:
— LE RELÈVEMENT DE L'ABATTEMENT à la base pour l'impôt sur le revenu ;
— LA SUPPRESSION DES EXONÉRATIONS que le gaullisme a créées pour les gros revenus, et la lutte contre la fraude fiscale ;
— LA REFORME DES DROITS DE SUCCESSION au profit des héritages modestes;
— LA CREATION D'UNE BANQUE NATIONALE D'INVESTISSEMENTS;

L'AGRICULTURE est un élément fondamental de la vie du Pays.

Nous proposons:
— LA RECHERCHE de NOUVEAUX DEBOUCHES pour les produits agricoles par l'élargissement du Marché Commun;
— LA HAUSSE des REVENUS AGRICOLES par la modernisation de la production, la réforme de la distribution, le développement de l'enseignement et l'association de l'Agriculture aux Industries alimentaires;
— L'EXONERATION DE L'IMPOT sur le revenu pour les petits exploitants;
— LE DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION ET DE L'EQUIPEMENT COLLECTIF (eau, habitat, électricité, etc...), la lutte contre le démembrement et contre la hausse des prix du sol.

AU POINT DE VUE SOCIAL,

Nous exigeons:
— LE DROIT A LA VIE, qui suppose la garantie du pouvoir d'achat, par la lutte contre l'inflation et l'échelle mobile de l'ensemble des salaires;
— LE DROIT AU TRAVAIL, par le retour progressif aux 40 heures sans réduction de salaires;
— L'abaissement progressif de l'âge de la retraite (en particulier pour les femmes);

— Une politique préventive de reconversion industrielle et de plein emploi, telle qu'elle vient d'être entreprise en faveur des populations travailleuses d'EPINAL - GOLBEY - THAON, par les efforts conjugués des Organismes responsables (C.A.P.E.V. - Chambre de Commerce - Conseil Général - Conseils Municipaux d'EPINAL et de GOLBEY) et qui ont abouti à l'implantation des Usines MICHELIN à GOLBEY (1.500 emplois nouveaux).

— LA RECONNAISSANCE DES SYNDICATS DANS L'ENTREPRISE;
— LE RESPECT DU PRINCIPE "A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL";
— LE DROIT A LA SANTE c'est-à-dire **l'abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale** ainsi que l'extension et la modernisation du secteur public hospitalier et une aide accrue à la recherche médicale, la généralisation des conventions entre le corps médical et la sécurité sociale.
— LE DROIT AU LOGEMENT par la construction de 600.000 logements par an, dont 350.000 sociaux.

LA JEUNESSE EST NOTRE SOUCI MAJEUR !

Pour donner aux jeunes l'égalité des chances dans la vie et leur apporter le droit à un avenir heureux, il est indispensable:
- de réaliser la véritable démocratisation de l'enseignement, ce qui implique une cogestion à laquelle participeront enseignants, élèves et étudiants, et les parents;
- de développer les CONSTRUCTIONS SCOLAIRES, notamment pour les Ecoles maternelles et l'enseignement technique;
- de revenir à une véritable conception de la laïcité.

Enfin nous préconisons l'abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans;

NOUS BATIRONS LA PAIX

LA PAIX EST LE BIEN LE PLUS PRECIEUX; la guerre, le pire des maux.

Nous proposons:
— LA RENONCIATION A LA FORCE DE FRAPPE atomique, la reconversion à des fins pacifiques de l'Industrie atomique d'armement;
— Une action énergique de la France pour la construction d'une Europe des peuples, garantie par l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen, élargie à la Grande Bretagne et aux Etats Scandinaves et liée aux peuples de l'Est européen par des institutions communes.

Telles sont les bases fondamentales d'une politique qui permettra d'éviter le renouvellement de la crise par laquelle notre Pays vient d'être si brutalement bouleversé, **et qui se reproduira inévitablement si la majorité actuelle reste au Pouvoir.**
Seul un Gouvernement animé par la F.G.D.S. pourra réaliser un tel programme, et mettre notre pays, dans le respect de toutes les libertés et dans la paix, sur la voie du progrès économique et social.

Dr JEAN-LOUIS LEFRANÇOIS
Conseiller Municipal d'EPINAL
CANDIDAT DE LA FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE

Suppléant: Pierre LHUILLIER
Directeur de l'Office Départemental d'H.L.M.
CANDIDAT INDÉPENDANT POUR LE PROGRÈS SOCIAL

VU: LES CANDIDATS.

Ets HOMEYER - Epinal